

le bulletin du SNU ipp 26



N°297

SNUipp Drôme
Maison des Syndicats
17, rue Bizet
26000 Valence
Tél. : 04.75.56.77.77
Télécop. : 04.75.56.00.56

Bimensuel
Directrice de publication :
Bernadette Long
N° de C.P.P.A.P. :
0610 S 07360
ISSN : 1164-2769

Déposé le
12/11/2009

Dispensé de timbrage Valence CTC

P PRESSE
DISTRIBUÉE PAR
LA POSTE

Internet : <http://26.snuipp.fr> E-mail : snu26@snuipp.fr

Abonnement : 10 E
Prix au n° : 2 E

Année Scolaire **2009 / 2010**



VOTE FSU
Votez maintenant
pour ne pas oublier !!!

Le 24 novembre, TOUS EN GREVE !

CAPD le 17 novembre

avancement; notation (?); de nombreuses questions diverses que nous poserons : le nombre de CAPD étant de plus en plus réduit, nous sommes contraints de multiplier les questions diverses afin qu'elles soient traitées dans ce cadre !

Permutations informatisées interdépartementales

Calendrier des opérations

- . du jeudi 19 novembre à 12h au mardi 08 décembre 2009 à 12h : saisie des vœux sur Iprof.
- . du mardi 08 décembre au jeudi 10 décembre 2009 : envoi des confirmations de demande dans la boîte Iprof du candidat.
- . jusqu'au vendredi 18 décembre 2009 : retour des confirmations de demande et des pièces justificatives dans les IA.
- . jeudi 28 Janvier 2010 au plus tard : contrôle et mise à jour des listes départementales ; vérification des vœux et barèmes ; examen des demandes de 500 points de bonification exceptionnelle au titre du handicap.
- . jeudi 4 février 2010 au plus tard : date limite d'enregistrement des demandes tardives pour rapprochement de conjoints et pour les demandes d'annulation et modification de candidature ; consultation des barèmes sur Iprof.
- . lundi 22 mars 2010 : résultats communiqués par le SNUIPP de votre département et par Iprof.

Grève traditionnelle d'un jour ? Inutile ? Sans effet sur la politique du gouvernement ? Ne rien faire alors ?

Après les nombreuses actions locales et nationales de l'an passé pour exprimer notre rejet de la politique menée par Nicolas Sarkozy, actions déclinées sous des formes variées afin de tenter de mobiliser le maximum d'enseignants et de citoyens, la FSU et le SNUipp n'ont pas renoncé.

Nous essayons de poursuivre l'élan qui avait amené plus de 2 millions de personnes dans les rues, dans un cadre unitaire interprofessionnel, pour infléchir les choix gouvernementaux. Les rencontres intersyndicales n'ont pour l'instant pas pu aboutir sur des actions totalement unitaires.

La FSU a fait le choix de ne pas laisser le champ libre au gouvernement et aux députés qui s'apprêtent à voter le budget et qui souhaitent poursuivre les suppressions de postes dans l'éducation et la fonction publique, sous couvert du dogme du non remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite.

Dans la Drôme comme partout, les raisons de se mobiliser dans les écoles sont nombreuses : autoritarisme croissant et surveillance rapprochée des personnels ; conditions de travail inacceptables ; surcharge de travail intolérable ; mouvement des enseignants inéquitable et opaque ; paritarisme bafoué ; salaires au mérite sans revalorisation de tous ; suppression annoncée de 16000 postes ; nouveaux programmes et évaluations inadaptés ; maternelle menacée et scolarisation des enfants de 2 à 3 ans en chute libre ; RASED en sursis et maîtres spécialisés malmenés ; réforme inacceptable de la formation initiale ; formation continue en berne...

Le SNUipp appelle les enseignants des écoles à être massivement en grève le 24 novembre, à venir discuter des suites de l'action en assemblée générale et à participer en nombre à la manifestation départementale.

Nous avons tous au moins une bonne raison d'être en grève ce jour-là !!!

Sommaire :
p1 : Édito
p2 : Mouvement 2010

p3 : Lettre aux parents - Déclaration d'intention de grève
p4 : Appels à la grève

Betty Carillo, Bernadette Long et Denis Godeau,
secrétaires départementaux du SNUipp.

Mouvement 2010

La note de service « mobilité des personnels enseignants du premier degré » publiée le 5 novembre persiste et signe dans la négation du rôle des délégués du personnel. La priorité pour le mouvement intradépartemental reste l'affichage d'un fort taux de nominations définitives quelles qu'en soient les conséquences pour les personnels. Les délégués du personnel ne sont plus obligatoirement associés à l'élaboration des règles du mouvement mais simplement informés. La question des nominations hors barème reste vive en vertu de la volonté de nommer les personnels selon des profils de postes.

Le SNUipp26 et le SGEN/CFDT vous proposent de signer dès aujourd'hui la pétition ci-dessous comme première étape de mobilisation autour de cette question. Le SNUipp26 n'exclut pas une journée de grève départementale pour que les règles du mouvement permettent de rétablir l'équité et la transparence pour la nomination des enseignants.



SNUipp 26



MOUVEMENT 2010 : les règles doivent changer !

Les modifications des règles du mouvement départemental 2009 des enseignants du premier degré que vous avez apportées ont été préjudiciables aux écoles et aux personnels. Elles ont rendu le mouvement inéquitable et opaque. Aussi, nous vous demandons pour le mouvement 2010, une rediscussion complète de ces règles en CAPD avec les représentants des personnels élus.

Nous souhaitons que le mouvement redevienne équitable et transparent dans l'intérêt du service.

NOM - Prénom	Ecole ou établissement	Signature

Pétition à adresser à : SNUipp26/FSU - Maison des syndicats 17 rue Bizet 26000 VALENCE

Avant la grève



LETTRE AUX PARENTS

Madame, Monsieur,

Tous les jours nous cherchons à créer les conditions de la réussite de tous les élèves. En effet nous savons combien l'acquisition des connaissances est décisive pour chaque élève. Nous avions, depuis l'année dernière, attiré votre attention sur les profonds bouleversements liés aux nombreuses décisions ministérielles.

Le budget 2010 prévoit à la rentrée prochaine la suppression de 16 000 postes d'enseignants qui s'ajoutent aux 13 500 suppressions de 2009, aux 11 200 de 2008.

Alors que 5 700 élèves supplémentaires sont attendus dans les écoles, le ministère poursuit dans sa logique de suppression de postes d'enseignants. Et ce, alors même que les effectifs par classe dans notre pays sont déjà largement supérieurs à ceux de la majorité des pays européens. Qui peut croire qu'avec moins d'enseignants, moins d'heures de classe chaque semaine, des programmes plus lourds, la fragilisation des dispositifs d'aides spécialisées pour les élèves en difficulté, les élèves pourraient mieux réussir à l'école ?

Ces mesures constituent une rupture sans précédent avec les fondements de l'école publique. Elles tournent le dos à l'école de la réussite de tous et constituent un véritable démantèlement de l'école publique.

Nous nous sommes mobilisés durant l'année dernière, notamment avec les parents d'élèves, pour exprimer notre désaveu de cette politique. Le ministre reste sourd à nos demandes.

C'est la raison pour laquelle nous serons en grève le mardi 24 novembre.

En effet, nous exigeons un autre budget qui permette de faire face à la hausse des effectifs, le développement des réseaux d'aides (RASED), la reconnaissance du rôle essentiel de l'école maternelle, une prise en charge des élèves handicapés digne de ce nom. Nous exigeons respect et dignité pour l'école publique, les élèves et les enseignants !

Nous comptons sur votre compréhension et votre soutien pour défendre et construire ensemble l'école dont nos enfants ont besoin.

Cordialement,

Les enseignants

Ceci est une déclaration d'intention qui ne présage en rien de ma participation effective à ce mouvement.

Nom.....

Prénom.....

Etablissement.....

Monsieur l'Inspecteur d'Académie,

La politique gouvernementale en matière de services publics et en particulier de service public d'éducation ne correspond aux attentes ni de la population ni des enseignants.

La révision générale des politiques publiques (RGPP) a pour but de réduire le nombre de postes de fonctionnaires, d'instaurer la mobilité, la flexibilité et la précarité en changeant le statut.

Les 16 000 postes en moins annoncés pour le budget 2010 confirment notre analyse des réformes en cours. Quels que soient les sujets concernés l'objectif est le même : réduction de la dépense de l'Etat et marchandisation des services publics.

Qu'il s'agisse de la suppression des Rased, de la scolarisation en maternelle, du recrutement, de la formation, de l'avenir des IUFM ou des salaires, les choix budgétaires se font au détriment du service public et conduisent à la privatisation du système et à une gestion managériale des personnels.

Nous demandons le développement des services publics et le maintien des postes de l'Education Nationale.

La loi n°2008-790 du 20/08/08 instituant un droit d'accueil pour les élèves des écoles maternelles et élémentaires pendant le temps scolaire apporte de nouvelles restrictions à une liberté fondamentale - le droit de faire grève - reconnu à tous les salariés dans la Constitution pour la défense des intérêts professionnels et collectifs.

Le SNUipp en demande toujours l'abrogation.

Cette loi impose « à toute personne exerçant des fonctions d'enseignement dans une école de déclarer au moins 48h avant la grève son intention d'y participer ». Tout en ayant connaissance de la décision prise par un certain nombre de maires de ce département de ne pas organiser le SMA, mais placé(e) dans l'obligation de le faire de par mon statut de fonctionnaire, je vous informe que j'ai l'intention d'être en grève le mardi 24 novembre 2009.

Conformément à la loi, je vous rappelle que cette lettre « est couverte par le secret professionnel et ne peut être utilisée que pour l'organisation du service d'accueil » (article L133-5).

Le

Signature :

Grève le 24 novembre

En pratique

- adresser à l'IA au plus tard le samedi 21 novembre au soir le modèle de lettre (page 3) précisant votre intention de faire grève ;
- avec le SMA, il n'y a plus obligation de prévenir les parents ;
- ne répondre à aucune enquête de police ou de gendarmerie ;
- distribuer la lettre aux parents (page 3) ;
- informer le SNUipp par mél (snu26@snuipp.fr) du taux de grévistes dans votre école (nombre de grévistes ET nombre total d'enseignants).

TOUT ENSEIGNANT A LE DROIT DE FAIRE GREVE.

En cas de problème et/ou de pression, contactez-nous !

Tableau noir pour l'école

Budget, salaires, exercice du métier, formation des maîtres... L'École n'est pas au beau fixe. Le SNUipp et la FSU appellent à une journée de grève le mardi 24 novembre, et à débattre des suites à donner à cette action. École, collège, lycée, université, le monde de l'éducation appelle à faire grève mardi 24 novembre. Dans le contexte actuel, la FSU a décidé « de prendre ses responsabilités ». Le projet de budget 2010 reste toujours marqué par le non remplacement d'un fonctionnaire sur deux. Une décision du président de la République qui soulève de plus en plus d'opposition dans l'opinion publique. Alors que la crise a conduit nombre de révisions des politiques, ce dogme restera-t-il intouchable alors qu'il frappe de plein fouet l'Éducation nationale ?

Une Éducation nationale qui affichera un déficit record de 16 000 postes en moins. L'école, pour sa part, après les remises en cause de la réussite de tous (RASED, Maternelle, Aide personnalisée...) et la déstabilisation professionnelle provoquée par Xavier Darcos, ou encore la tentative de mise en place des EPEP, voit disparaître 9182 postes de PE2. Cette mesure, consécutive de la réforme de la formation et du recrutement, touche directement aux décharges de direction et aux stages de formation continue. Ces suppressions ne seront pas contrebalancées par la création de 2 182 emplois que le ministre affi-

Prendre nos responsabilités

L'actualité montre la multiplication des mouvements sociaux qui manifestent combien la politique économique et sociale du gouvernement et du patronat est contestée dans de multiples secteurs et expriment l'ampleur d'une intolérable souffrance sociale.

Notre conseil fédéral a estimé que dans ce contexte il était plus que jamais indispensable de construire au plan interprofessionnel des mobilisations unitaires à la hauteur des enjeux. Et la FSU s'y emploiera. Mais cette construction implique que nous prenions nos responsabilités partout où cela est possible. C'est le sens de la décision d'appeler à une grève dans l'éducation le 24 novembre : il s'agit, au moment où sera débattu un budget catastrophique, de se mobiliser ensemble pour un système éducatif qui assure la réussite de tous les jeunes ; cela signifie

s'opposer aux suppressions de postes et à la précarité, agir pour l'augmentation des recrutements aux concours, pour une autre réforme de la formation des enseignants, pour les salaires et la revalorisation de l'ensemble des personnels et pour la défense des statuts. Et nous proposons aux autres organisations de l'éducation nationale de l'organiser avec nous.

Dans la même période nous avons décidé avec le collectif « Notre École, Notre avenir » une campagne publique sur le budget de l'Éducation. Et nous proposons aux fédérations de fonctionnaires d'organiser une semaine d'action articulée avec la grève dans l'éducation.

Nous avons la volonté d'agir dans l'unité et de rassembler personnels et usagers mais la recherche de l'unité ne saurait nous paralyser.

Gérard Aschieri

che au titre de l'évolution démographique (+ 5 766 élèves attendus à la rentrée prochaine). Pourtant, l'an dernier, alors que le nombre d'élèves augmentait, le ministère n'a pas utilisé tous les emplois budgétaires programmés. Selon la loi de finance, 1 232 postes n'ont pas été consommés.

Un récent sondage BVA-PEEP indiquait que 51 % des parents d'élèves interrogés jugeaient négativement la politique éducative du gouvernement. Avec en plus la baisse drastique de plus de 50% des crédits pédagogiques. C'est la poursuite d'une logique d'appauvrissement de l'école qui se poursuit, génératrice de détérioration des conditions d'exercice du métier. L'exact opposé de l'enthousiasme des participants à l'université d'automne du SNUipp. Des salles combles, une passion pour l'école et une recherche de toutes les transformations nécessaires pour construire une école de la réussite de tous. Ces ambitions rendent d'autant plus vives les exigences en matière de formation tout comme la nécessité de créer des postes pour faire face à la hausse des effectifs, transformer l'école avec plus de maîtres que de classes, enrichir toute la palette culturelle de l'école. Mille fois oui, l'avenir des élèves comme la formation ou la reconnaissance de qualification des enseignants appellent un engagement du plus grand nombre dans la journée de grève du 24 novembre.

Le SNUipp



Le SNUipp, Syndicat National Unitaire des Instituteurs, Professeurs des Écoles et PEGC est un syndicat affilié à la Fédération Syndicale Unitaire.



Ce bulletin vous a été envoyé grâce au fichier informatique du SNUipp de la DRÔME (ou des syndicats de la FSU). Conformément à la loi du 8/01/78, vous pouvez y faire effacer les informations vous concernant en vous adressant au SNUipp26 - Maison des Syndicats - 17 rue G. Bizet - 26 000 VALENCE.